

https://www.lemonde.fr/international/article/2022/12/09/les-europeens-plus-divises-que-jamais-sur-la-question-migratoire_6153637_3210.html

Les Européens plus divisés que jamais sur la question migratoire

Les Pays-Bas et l’Autriche ont opposé leur veto à l’entrée dans l’espace Schengen de la Roumanie et de la Bulgarie, en prétextant l’augmentation des arrivées de migrants aux frontières.

Par [Philippe Jacqué \(Bruxelles, bureau européen\)](#)

Publié le 09 décembre 2022 à 10h54

Article réservé aux abonnés



Le ministre autrichien de l’intérieur, Gerhard Karner, arrive pour au conseil des ministres européens, au siège de l’UE, à Bruxelles, le 8 décembre 2022. KENZO TRIBOUILLARD / AFP

Ce devait être un jour de joie pour la Croatie, la Bulgarie et la Roumanie. Après onze ans d’attente, ces deux derniers pays, en particulier, espéraient enfin entrer dans l’espace Schengen et rejoindre les vingt-deux membres de cette zone de libre circulation. Mais jeudi 8 décembre, si les ministres de l’intérieur des Etats membres de la zone ont bien validé l’entrée de la Croatie, ils n’ont pas souhaité passer au vote concernant la Bulgarie et la Roumanie qui ont plaidé, trois heures durant, leur cause. En vain.

Les Pays-Bas s’opposaient de longue date à leur entrée, en avançant la faiblesse des mesures de lutte contre la corruption et l’Etat de droit dans ces pays, avant d’assouplir un peu leur position – la Haye avait ainsi fini par ouvrir la porte à Bucarest. Mais depuis un mois, à son tour, l’Autriche est sortie du bois, refusant en bloc l’entrée des deux postulants.

« *Il n’y a aucun argument pour ce refus, ni analyse ni rien d’autre* », a réagi le ministre bulgare des affaires étrangères, Nikolay Milkov, à l’issue du conseil des ministres réuni à Bruxelles. Ylva Johansson, la commissaire au marché intérieur, a également regretté cette décision. « *Quand nous sommes unis, nous sommes très forts. Quand nous sommes désunis,*

comme sur la Bulgarie et la Roumanie, nous sommes faibles », a-t-elle déploré. De fait, l'Autriche a durci sa position à cause de la question migratoire, qui n'a jamais autant divisé les Vingt-Sept.

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [Migrations : la mort aux frontières de l'Union européenne](#)

« Cette année, nous avons enregistré plus de 100 000 passages illégaux de la frontière en Autriche », soulignait Gerhard Karner, le ministre de l'intérieur, dès son arrivée au conseil. Or, le gouvernement autrichien redoute que la levée des contrôles aux frontières de la Roumanie et de la Bulgarie accroisse encore la pression migratoire. La position de Vienne paraît surtout en partie dictée par des raisons de politique interne à proximité des prochaines élections législatives prévues début 2023. Afin de regagner en popularité, le gouvernement d'union entre la droite et les verts a ainsi décidé de jouer la carte de la fermeté sur l'immigration face à la remontée dans les sondages de l'extrême droite.

Rapport de force

Si l'Europe ne nie pas la forte croissance des arrivées irrégulières depuis le début de l'année (281 000 entrées, en hausse de 77 % sur dix mois), le rapport avec la zone Schengen paraît pourtant ténu. D'autant que sur la voie des Balkans empruntée par de nombreux migrants, la Croatie ne fait pas mieux que la Roumanie ou la Bulgarie pour endiguer les arrivées.

Avec la pandémie de Covid-19, puis l'invasion russe de l'Ukraine, et ses multiples conséquences, notamment la hausse des prix de l'énergie, la question migratoire était passée au second plan. Depuis l'été, l'accélération des arrivées sur le Vieux Continent, via la Méditerranée ou la voie des Balkans, a remis le sujet à l'agenda de l'Union européenne (UE), où les gouvernements restent extrêmement soucieux de leur opinion publique.

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [« Pour en finir avec l'impuissance de la politique migratoire, organisons une convention citoyenne sur la migration »](#)

Après la passe d'armes entre la France et l'Italie au sujet de [l'accostage de l'Ocean Viking](#), le rapport de force est en train de se durcir entre les Etats de la première ligne (Italie, Espagne, Grèce, Chypre, Malte) et ceux où veulent se rendre de nombreux migrants (Allemagne, Autriche, Belgique, France, Pays-Bas...)

Mercredi, Nicole de Moor, la secrétaire d'Etat belge à l'asile et à la migration, avait ainsi profité de la réunion du Conseil pour accueillir, la veille, une dizaine de ses collègues néerlandais, français ou encore suédois, afin d'évoquer la problématique du règlement de Dublin, qui rend responsable le premier pays d'accueil du suivi d'un demandeur d'asile. Or, l'Italie refuse désormais de « reprendre » ces demandeurs qui relèvent de sa juridiction au motif que le pays est submergé, et ce, alors que le système d'accueil belge est lui-même saturé...

Mécanisme de solidarité

« Qu'il y ait un autre discours que celui des pays de la première ligne est plutôt bon signe, juge-t-on à Bruxelles, cela va permettre de relancer le débat et d'avancer au conseil. » Sachant que le groupe de pays d'Europe centrale, longtemps réticents à toute réforme, est

lentement en train d'évoluer, la Commission espère faire avancer le pacte asile et migration, qui contient une dizaine de règlements censés gérer ce sujet, encastré depuis deux ans, de manière coordonnée.

Jeudi, un « *délicat équilibre politique a été trouvé pour avancer sur un mécanisme de solidarité des Vingt-sept* », a annoncé Vít Rakusán, le ministre de l'intérieur tchèque. C'est l'un des textes les plus importants et complexes politiquement du pacte, qui devrait échoir à la Suède dont ce sera le tour, au 1^{er} janvier, d'assumer la présidence de l'UE. Il prévoit que les Etats accueillent des demandeurs d'asiles pour soulager les pays de la première ligne. Pour l'heure, à l'initiative de la France, un mécanisme volontaire et temporaire de solidarité fonctionne, tant bien que mal.

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [En Europe, des réfugiés mis en cage sous le regard des agents de Frontex](#)

En parallèle, plusieurs autres textes finalisés, notamment sur l'enregistrement digital des demandeurs d'asile et leurs conditions d'admission aux frontières, doivent être examinés au Parlement européen. L'objectif est toujours d'aboutir d'ici à février 2024. « *Même si c'est compliqué, et que des désaccords persistent, les pays se rendent compte qu'il est possible d'arriver à un compromis* », veut-on croire à la Commission européenne.

Philippe Jacqué (Bruxelles, bureau européen)